

PARIS A VIE

La nouvelle explosion meurtrière, hier, à la préfecture de police de Paris (un mort, 51 blessés dont plusieurs grièvement), amplifie le climat d'inquiétude dans la capitale, qui a vécu, dans la journée, des centaines de fausses alertes à la bombe.

PAGES 2 à 8

● Quand la population d'une ville est exposée à des coups meurtriers monstrueux, quand des gens innocents tombent à peu

à peu grièvement blessés, au hasard, victimes d'une cause fanatique à laquelle ils sont totalement étrangers, quand des policiers ou même de simples citoyens risquent leur vie pour en épargner d'autres, comme dimanche dernier, quand la sécurité physique d'une nation est en cause, on n'hésite pas une seconde, on obéit à un mouvement instinctif de solidarité, on oublie tout le reste, on relègue tout le reste au second plan, sa religion, son catéchisme de pensée, son confort intellectuel, sa foi idéologique, on exprime sa

révolte et son écœurement et l'on se tait, en attendant que le temps passe, que la vie reprenne normalement, que les intérêts, les vent leurs droits.

A cet égard, on a enregistré peu de fausses notes en France depuis le début du déferlement d'une nouvelle vague terroriste. On a parlé à tort de consensus politique, quand il s'agit d'un mouvement spontané et beaucoup plus noble de la conscience collective qui se trouve rassemblée provisoirement autour de valeurs de dignité, de pacifisme, de solidarité, tout à fait désintéressées. Les convictions politiques et idéologiques de chacun se trouvent dans ces

moments-là comme miraculeusement transcendées.

Aussi est-ce sans joie qu'on accueillera l'appel lancé hier par

d'artistes visant à mettre en garde l'opinion contre les risques d'arbitraire du combat antiterroriste mené par le gouvernement. Oh! on n'attaque pas nommément Chirac, c'est beaucoup plus subtil. Mais le résultat est le même.

Cette pétition ne mériterait pas d'être évoquée si elle ne traduisait pas une nouvelle fois la tendance malsaine d'une partie de la classe intellectuelle française, qui a longtemps fait la loi, à se rouler dans les faux scrupules de sa bonne conscience, au bénéfice des ennemis de la liberté et de la

paix. Ce terrorisme-là n'est pas mort, il va recommencer à nous culpabiliser, au moment où nous sommes menacés dans notre

réflexes de survie à des « attitudes simplistes ».

A peine ce gouvernement a-t-il pris quelques mesures élémentaires de protection des nationaux — et pas seulement des nationaux, car après tout les immigrés sont aussi exposés que nous aux bombes des terroristes — que le procès en racisme se trouve instruit! A simplisme simplisme et demi. A-t-on vu depuis quinze jours se développer dans le pays une vague xénophobe? Est-ce le dépit qui agit nos intellectuels et nos artistes pétitionnaires. Il y a

comme une provocation dans leur acharnement à nous prendre en faute.

Nous n'en parlons que par

gauche est restée civique jusqu'à présent, mais un simple chatouillis, on la connaît, suffirait à réveiller ses démons masochistes. Le problème de la lutte contre le terrorisme n'a rien à voir avec le racisme. Est-ce notre faute si les terroristes qui nous menacent ne sont pas de notre race? Et est-ce à nous de nous le faire pardonner? Et est-ce parce que le mot de guerre est horrible qu'il faut éviter de faire la guerre à ceux qui nous assassinent?

Philippe TESSON

BUDGET: TOUT BAISSSE

présentant hier le projet de loi de finances pour 1987, le ministre a mis en avant la réduction simultanée des dépenses publiques et du déficit, et celle des prélèvements fiscaux, rendues possibles par les premiers résultats de la « nouvelle politique économique » du gouvernement.

● Les principales mesures prévues par ce projet de loi de finances sont les suivantes:

I - FISCALITE

● Impôts des ménages:

— 2 millions de familles seront exonérées d'impôt sur le revenu et pour 1,8 million d'autres un allègement d'impôt de 30% en moyenne sera opéré, par extension du régime de la décote (pour personnes seules) à tous les

contribuables ne payant pas plus de 4 400 F d'impôt quelle que soit leur situation de famille.

— Demi-part supplémentaire à partir du quatrième enfant.

— Doublement des frais de garde: les déductions sont portées de 5 000 F à 10 000 F.

— Suppression de la tranche à 65%: le taux le plus élevé sera limité à 58%.

— Incitations pour l'acquisition de logements neufs en faveur des couples mariés.

— Exonération de la vignette auto pour les familles nombreuses (5 enfants et plus) sur décision du conseil général qui perçoit la taxe.

● Impôts des entreprises

— Pour la transmission des entreprises et patrimoines: allègements des droits sur les donations-partages (réduction de 25% lorsque le

donateur a moins de 65 ans, de 15% lorsque son âge est compris entre 65 et 75 ans).

— Taxe professionnelle: réduction des bases (investissement et emploi) de 16%. Exonération temporaire des médecins s'installant dans des communes de moins de 2 000 habitants.

— Relèvement de la limite supérieure pour l'abattement de 20% en faveur des professions libérales, commerçants, artisans et agriculteurs qui sont adhérents de centres de gestion agréés. Elle passe à 250 000 F de bénéfices pour 1987 contre 192 000 F précédemment.

— Taxe sur les frais généraux: son taux est ramené à 20% en 1987 contre 30% auparavant.

En outre, a indiqué Edouard Balladur, le taux de l'impôt sur les sociétés sera ramené à 42% en 1988.

II - DEPENSES

— La Défense: elle absorbe près de 60% des mesures nouvelles de la loi de finances (11 milliards sur 19 milliards au total). Les dépenses militaires, hors pensions, s'élèveront à 169,2 milliards de F.

— La sécurité (Intérieur et Justice): près d'un milliard de F de plus qu'au budget 1986. 1 367 emplois budgétaires seront créés dans la police. Mise en service de 2 491 nouvelles places pour les détenus dans les prisons.

— Formation professionnelle: les actions en faveur des jeunes atteindront 9,59 milliards de F, correspondant aux TUC, aux stages d'initiation à la vie professionnelle et à la prise en charge des cotisations nouvelles dans le cadre du plan d'urgence pour l'emploi des jeunes. — Education nationale: 4 000 em-

ploi supplémentaires vont être affectés aux lycées, où 80 000 élèves supplémentaires sont attendus à la rentrée de 1987. En contrepartie, 1 200 emplois d'instituteurs sont supprimés. Dans les collèges, 2 000 emplois d'enseignants sont supprimés. Ce budget est pratiquement aussi élevé que celui de la Défense (162,2 milliards de F).

— Fonction publique: 26 000 suppressions d'emplois sont prévues (17 300 dans les ministères civils, 4 200 à la défense et 4 600 aux PTT), qui seront compensées par plus de 7 000 créations d'emplois. Au total, les effectifs diminueront donc de 19 100 postes.

Nos informations
en pages 12 et 13

L'EXPLOSION SANGLANTE A LA PREFECTURE DE POLICE DE PARIS

L'escalade des défis

Hier encore une bombe du Comité de solidarité avec les prisonniers arabes, un mort, plus d'une cinquantaine de blessés dont deux graves et une sale psychose qui s'étend sur Paris...

Une bombe a explosé hier à 13 h 50 en pleine préfecture de police. L'attentat s'est produit dans le service d'attribution des permis de conduire. On devait relever 1 mort, 52 blessés dont 2 graves, qui ont été transportés vers six hôpitaux parisiens par les sapeurs-pompiers qui avaient sur le camp déclenché leur plan rouge. Le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes du Proche-Orient (CSPPA) a immédiatement revendiqué l'attentat. C'est le quatorzième de cette organisation depuis décembre dernier et le cinquième depuis onze jours. Jacques Chirac s'est rendu sur les lieux une heure après l'explosion.

Les terroristes ont riposté au plan antiterroriste annoncé par le Premier ministre dès le lendemain. En choisissant la préfecture de police ils ont une nouvelle fois défié l'Etat français. Les risques pris par les auteurs de l'attentat ont été plus grands que les fois précédentes

premières renseignements, la bombe serait d'une puissance identique, un à deux kilos, à celle des trois attentats réussis par les amis de Georges Ibrahim Abdallah, chef présumé en Europe de l'Ouest des Fractions armées révolutionnaires libanaises. Rappelons que les terroristes qui agissent soit au nom du CSPPA, soit au nom des Partisans de la liberté (PDL) ont frappé à cinq reprises: d'abord l'attentat manqué du RER à la gare de Lyon, puis les attentats perpétrés du bureau de poste de l'Hôtel de Ville, de la cafétéria Casino à la Défense, du Pub Renault et celui d'hier à la préfecture de police de Paris.

En éclats

L'explosion fut très violente, même si l'engin était de moyenne puissance. Plusieurs personnes ont été projetées à plusieurs mètres. Les fenêtres ont volé en éclats ainsi que les vitres des guichets. De nombreuses personnes ont été blessées par des éclats de verre au visage et aux mains. Le bilan fait au Premier ministre par la responsable du

SAMU faisait état d'un mort, de 52 blessés dont deux graves. Parmi eux, trente et un sont des employés de la préfecture, et vingt autres des usagers. On apprend également que la bombe avait été déposée à proximité du guichet numéro quatre



Les pompiers parisiens: le « Plan rouge » a de nouveau fonctionné comme prévu

« Ici on se croyait en sécurité »

« J'ai fait l'Algérie. Pourtant, ça m'a secoué. Un bruit assourdissant. Les bouts de verre qui volaient. Les gens qui criaient. » Son bureau se trouve au premier étage de la préfecture de police, juste au-dessus de la salle des permis de conduire. Quand la bombe a éclaté, il venait de s'acheter deux sandwiches pour le déjeuner et s'apprêtait à s'engager dans l'escalier, après avoir traversé la cour, à quelques mètres à peine des fenêtres qui allaient exploser.

A côté d'une barrière métallique, une femme enlève sa blouse de nylon bleu ciel. Sur le col, des tâches de sang. Plus loin, deux jeunes filles demandent à un policier des nouvelles de leur mère qui travaille au guichet des permis de conduire. Impossible de savoir si elle est blessée. Les gamines se voient renvoyées de groupe d'uniformes à groupe d'uniformes. La déflagration a été telle qu'elle a pulvérisé le comptoir de l'hôtesse d'accueil. Les guichets ont basculé sur les employés. Les étagères-armoires de la mezzanine qui surplombent la salle ont été projetées sur la foule.

Deux électriciens qui travaillaient au sous-sol, ont entendu un bruit sourd. Les plafonds ont bougé. Ils parlent de gens hébétés, de fumée noire, de carnage. Un autre employé parle de la carte qu'il doit montrer à



Jacques Chirac hier à la préfecture de police à l'heure du nouveau bilan dramatique

chaque fois qu'il passe le porche de la préfecture, même si le planton le connaît.

« Ici, soupire-t-il, on se croyait en sécurité. » Le visage tendu, Jacques Chirac arrivera vers 15 h 30, entrera dans la salle dévastée, puis repartira, après avoir échangé quelques mots avec le préfet de police. Aucun commentaire à la presse.

Alain VINCENOT

de la salle, près d'un pilier. L'engin aurait été caché sous un banc, ce qui est expliquerait que personne ne l'ait remarqué. Le Premier ministre qui avait été averti de l'attentat alors qu'il déjeunait avec le prince Rainier de Monaco, se rendait peu après sur les lieux et s'entretenait avec Jean Paolini, préfet de police, et Pierre Touraine, directeur de la police judiciaire le premier sur place comme la veille au Pub Renault des Champs-Élysées. Après s'être renseigné sur le sort des blessés, il ne faisait aucune déclaration à la presse au moment de son départ.

De nouveau le plan rouge

Quelques minutes après l'attentat, l'état-major de la brigade des

sapeurs-pompiers de Paris avait déclenché le plan rouge. Ce plan, placé sous l'autorité du directeur des secours (le général Pierre Godon) et du directeur des secours médicaux (le médecin-chef René Noto) a pour but d'organiser les secours aux blessés. Mis en œuvre dès que le nombre des victimes d'un sinistre ou d'une explosion criminelle atteint la dizaine, le plan rouge permet de secourir les victimes en fonction de l'état de leurs blessures et d'organiser leur évacuation par ambulance de réanimation vers les lits d'hôpitaux. Généralement une centaine de sapeurs-pompiers (parmi lesquels des médecins réanimateurs et des infirmiers) se rendent sur les lieux. Les ambulances du SAMU, de la Croix-Rouge et de la Protection civile sont également placées sous la

direction des sapeurs-pompiers. (Lire le Quotidien de samedi).

Le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient a revendiqué dans l'après-midi par un appel téléphonique laconique à une agence de presse occidentale à Beyrouth l'attentat de la préfecture de police. La rapidité de la revendication est notable.

Sitôt connu l'attentat, le préfet de police Jean Paolini arrivait sur place et ordonnait le bouclage total de la préfecture, tandis que les policiers de la brigade criminelle, avec à leur tête le chef-adjoint de la Crim, le commissaire Patrick Riou commençaient leurs investigations.

G. L.

LA 14^e BOMBE

Voici la liste des précédents attentats:

7 décembre 1985: deux attentats dans les grands magasins Printemps et Galeries Lafayette (35 blessés). Non revendiqué, attribué au CSPPA.

3 février 1986: attentat à la bombe à 21 h 30 à la galerie marchande du Claridge, aux Champs-Élysées (8 blessés). Revendiqué par le CSPPA.

3 février: Tour Eiffel, peu après l'attentat du Claridge, un engin explosif est découvert puis désamorcé au troisième étage. Non revendiqué, attribué au CSPPA.

4 février: vers 19 h 30, explosion suivie d'un violent incendie dans la librairie Gibert Jeune (4 blessés). Revendiqué par le CSPPA.

5 février: à 18 h 05, explosion au magasin

FNAC sports du Forum des Halles (9 blessés). Revendiqué par le CSPPA.

17 mars: attentat à la bombe contre le TGV Paris-Lyon à la hauteur de Brunoy, dans l'Essonne (10 blessés). Revendiqué par le CSPPA.

20 mars: attentat à la bombe à la galerie Point Show sur les Champs-Élysées, (deux morts, dont un des poseurs de bombe présumés, de nationalité libanaise, et 28 blessés). Revendiqué par le CSPPA.

20 mars: quelques minutes plus tard, un engin explosif est désamorcé entre les stations Aubert et Châtelet du RER, grâce à la présence d'esprit d'un voyageur. Non revendiqué, attribué au CSPPA.

4 septembre: une bombe fait long feu à

18 h 30 dans une rame du RER, à la station Gare-de-Lyon. Revendiqué par le CSPPA.

8 septembre: attentat à la poste de l'Hôtel de Ville de Paris, vers 19 heures (1 mort et 18 blessés). Revendiqué par le CSPPA qui menace: « La guerre va grandir, s'amplifier et se poursuivre. »

12 septembre: attentat à la Défense (41 blessés dont deux graves). Revendiqué par les Partisans du droit et de la liberté et le CSPPA.

14 septembre: attentat au Pub Renault des Champs-Élysées (1 mort, 2 blessés graves). Revendiqué par le CSPPA.

15 septembre: hier, attentat à la préfecture de police de Paris (1 mort, 51 blessés dont deux graves). Revendiqué par le CSPPA.

usées et des gardiens à leurs propriétaires de les ouvrir. Ce n'est pas à parler une fouille. On a même le contenu des sacs. « Je regarde dans les sacs s'il y a quelque chose », explique une gardienne. Elle a un moment de réflexion. « Je ne sais pas, moi, un policier avec un réveil ou un sac comme ça. De toute façon, nous a rien dit, on ne s'explique ce qu'on pouvait nous a simplement regarder dans les sacs. »

Les Douze vont agir dans quatre directions, a-t-il dit : améliorer les échanges d'informations et de renseignements, développer les réflexes pour des actions coordonnées, « boucher les trous » dans les législations qui permettent aux terroristes d'agir et s'attaquer aux « problèmes politiques qui sont si souvent à la racine de la violence terroriste ».

Une réunion d'urgence des ministres de l'Intérieur des Douze est convoquée le 25 septembre à Paris. Les Douze vont agir dans quatre directions, a-t-il dit : améliorer les échanges d'informations et de renseignements, développer les réflexes pour des actions coordonnées, « boucher les trous » dans les législations qui permettent aux terroristes d'agir et s'attaquer aux « problèmes politiques qui sont si souvent à la racine de la violence terroriste ».

Quant aux contrôles d'identité, il ne semblait pas hier particulièrement nombreux dans Paris. Dans les stations de métro considérées comme « chaudes » : Châtelet, les Halles, Strasbourg Saint-Denis, il n'y avait pas plus de policiers que d'habitude, probablement moins même que les vendredis et samedis soir.

travaillant dans les bureaux de la CEE décidait de renforcer la coopération antiterroriste.

● Les ministres des Affaires étrangères de la Communauté européenne ont décidé hier à Bruxelles de renforcer leur coopération antiterroriste, a annoncé le secrétaire au Foreign Office Sir Geoffrey Howe.

peu volumineux et l'on effectue un tour de salle après chaque séance». Restent tous les autres lieux publics : gares, bureaux de postes, etc. Dans ces derniers, malgré le récent attentat du bureau de poste de l'Hôtel-de-Ville, on n'effectue aucun contrôle et les usagers vont et viennent librement, comme à la poste du boulevard Bonne-Nouvelle et à celle de la rue du Louvre.

Dans les gares, si aucun contrôle particulier n'est effectué aux consignes qui restent libre d'accès, en revanche, on peut voir des patrouilles de CRS et de gendarmes arpenter les quais et les halls, sans toutefois procéder à des contrôles d'identité.

Enquête de Jean-Moïse Braitberg, Frédérique Lantieri et Marie-Amélie Lombard

PERSONNES :

D L'ACCORD EUROPEEN

Un accord qui lie la France aux autres pays de l'Europe, mais aussi à l'Autriche, la Suède et la Suisse, interdit l'établissement de visas entre ces pays. C'est la raison pour laquelle le Conseil de l'Europe a saisi, dès le début de l'année, les autorités nationales pour leur faire part de sa décision. La suite des nouvelles décisions par Paris et qui ont été prises par les participants à la conférence parlementaire des chefs de gouvernement du Conseil de l'Europe, qui se tiendra à Strasbourg, le 21 septembre et en ce qui concerne le domaine de la lutte

contre le terrorisme international sera, d'autre part, évoqué, cet après-midi, au cours d'un entretien entre M. Chirac et M. Louis Jung, président de l'Assemblée européenne, à l'Hôtel Matignon.

M. Jung demandera à cette occasion si la France a l'intention de ratifier prochainement la Convention européenne sur la répression du terrorisme qui lie déjà dix-sept pays européens. La France, la Grèce et l'Irlande sont les seuls pays du Conseil de l'Europe — avec Malte qui ne l'a même pas signé — à n'avoir pas ratifié ce traité qui prévoit notamment l'extradition des auteurs d'actes terroristes.

réunion normale des ministres de l'Intérieur, prévue pour octobre.

Les ministres ont également exprimé leur « profonde sympathie » au chef de la délégation française, le ministre délégué aux Affaires européennes Bernard Bosson, après les attentats commis en France.

A l'étranger, on enregistre de nombreuses réactions, portant essentiellement sur la décision française de rétablir les visas d'entrée en France pour les pays non membres de la Communauté, à l'exception de la Suisse qui jouira d'un régime de faveur.

Les Etats du Maghreb, qui sont en fait les plus touchés par cette mesure, en raison de flux migratoires importants, ont fait preuve de compréhension et ont assuré le gouvernement français de leur aide.

visas aux ressortissants français — on se range sans réticence aucune aux nouvelles exigences de Paris. Seules notes vraiment discordantes : la Suède et surtout l'Autriche. A Vienne où l'on va jusqu'à parler de « consternation », le ministre des Affaires étrangères a exprimé sa « surprise » à l'ambassadeur de France. Le chef de la diplomatie autrichienne, Peter Jankowitsch, a qualifié la décision française de « regrettable et d'inadmissible ».

Vienne a, par ailleurs, demandé dès hier aux autorités françaises de revenir sur leur décision de rétablir les visas et, dans la capitale autrichienne, on n'exclut pas l'éventualité de mesures de rétorsion, si la France maintenait ses positions. C'est ainsi qu'un visa pourrait être exigé aux ressortissants français se rendant en Autriche. Ils sont environ 650 000 par an.

PUBLICITÉ

SICOB

15 AU 20 SEPTEMBRE CNIT - PARIS LA DÉFENSE

C'EST L'AUTOMNE, OUVREZ LES YEUX SUR LE SICOB!

OUVREZ LES YEUX SUR L'INFORMATIQUE!

Pleins feux sur les ordinateurs universels et spécialisés, les mini et micro-ordinateurs. Zoom avant sur les équipements auxiliaires ainsi que sur les progiciels, qu'ils soient de base, verticaux ou horizontaux.

OUVREZ LES YEUX SUR LES SYSTEMES DE REPRODUCTION!

Plan serré sur les systèmes de copie, photocopieurs, systèmes de reprographie et de duplication. Le voile est levé sur toute la micrographie.

OUVREZ LES YEUX SUR LES TELECOMMUNICATIONS!

Gros plan sur les réseaux locaux et de transmission des données. Travelling sur les autocommutateurs. Arrêt-image sur la téléphonie, la télégraphie, les matériels de radio-communication et les matériels auxiliaires.

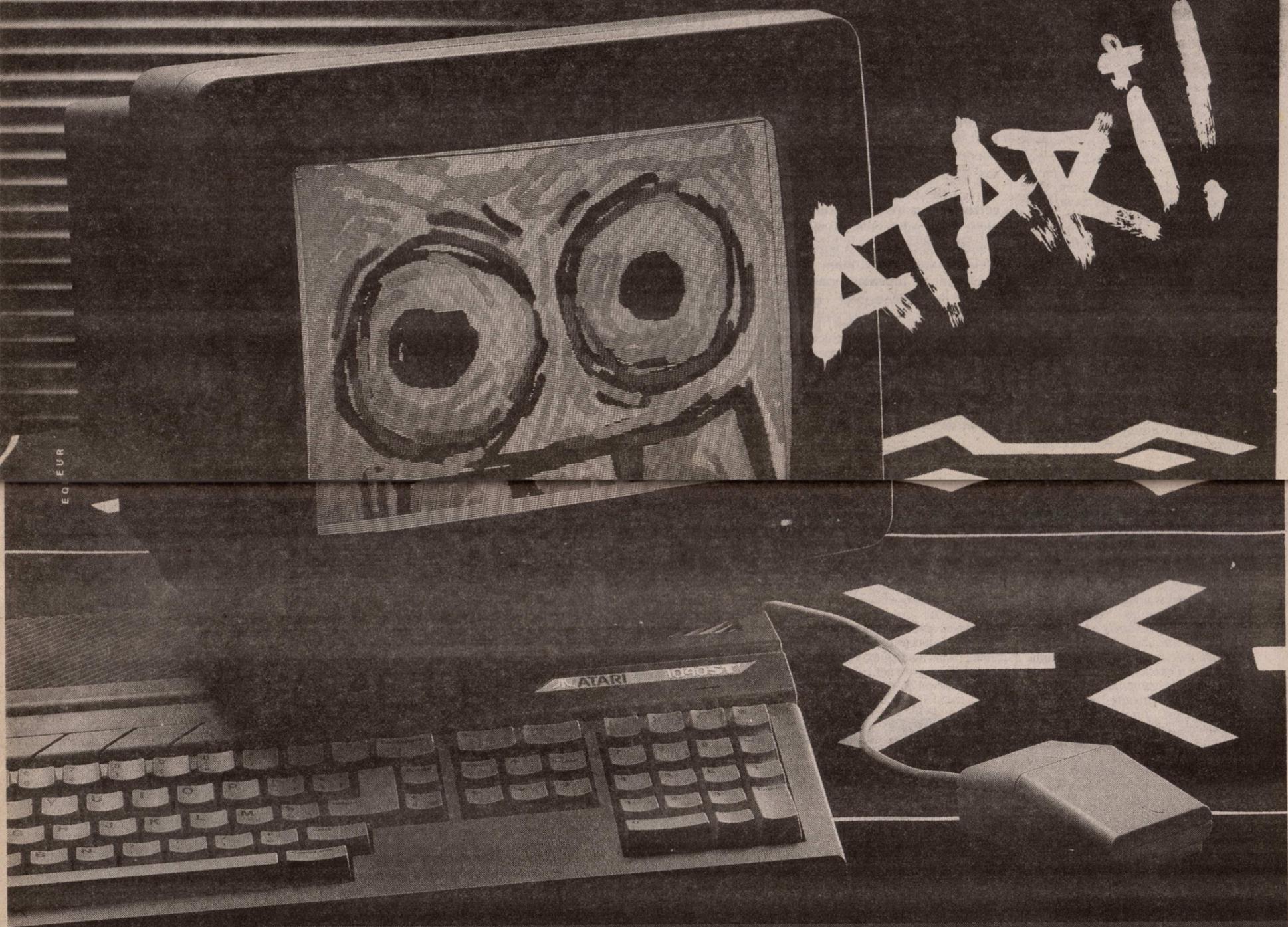
TENDEZ L'OREILLE A LA CONVENTION INFORMATIQUE!

Au programme : développements techniques et aspects du management informatique. Tout sera dit sur les derniers outils informatiques et leur apport dans la productivité de votre entreprise.

Sicobtel vous guide dans vos choix toute l'année à partir de votre minitel (numéro d'appel : 36.15, code d'accès Sicob. A partir du 8 septembre).



SA MAIN S'EMPARA DE LA SOURIS ET IL S'ECRIA...



Perdu dans la jungle sauvage d'une comptabilité impitoyable, exténué par les méandres incessants de rapports toujours modifiés, rendu fou par le bourdonnement de tous les tableaux de chiffres de ce business d'enfer, il se sentit soudain animé d'une pulsion irrésistible : sa main s'empara de la souris, clic, ses lèvres formèrent un mot, un cri : ATARI.

ATARI® 1040 STF

**TECHNOLOGIE 16-32 BITS. 1 MEGA DE RAM. PALETTE DE 512 COULEURS
8420 F***

Lecteur de disquette intégré 3,5" 720 K formaté + Souris + Moniteur monochrome haute résolution • Graphisme haute définition 640 x 400 • Système d'exploitation GEM de DIGITAL RESEARCH • Microprocesseur MC 68 000 - 8 MHz • Émulateur VT 52 intégré • Nombreux interfaces en standard : RS 232 + CENTRONICS + DMA 10 mégabits/seconde + sortie couleur RVB Pêritel + Interface midi.

L'ATARI 1040 STF avec son architecture innovatrice est particulièrement adapté à la gestion des PME, à la bureautique (tableurs, gestion de fichier, traitement de texte...), aux gestions spécialisées (médecins, architectes...), aux calculs scientifiques et techniques... En tout, plus de 150 logiciels-solutions. Renseignements au SICOB stand 3C3308 ou tél. : 45.06.31.31. * Prix HT conseillé (TTC 10 000 F); même configuration avec moniteur couleur: 10 120 F HT (TTC 12 000 F).

René Le Goff: «Armstrad n'est pas un fabricant d'informatique mais d'électroménager. Moi, je veux bien»



René Le Goff au Quotidien: IBM nous en donne plus

Face à la concurrence des « petits », et notamment d'Armstrad, le PDG d'IBM-France joue sur la « différence » que représente un service complet

IBM prépare sa contre-attaque. René Le Goff, le PDG d'IBM France Diffusion, a accordé une interview exclusive au *Quotidien de Paris*, au cours de laquelle il dévoile la réponse de sa compagnie aux annonces de la firme anglaise Amstrad, qui a présenté une gamme de compatibles IBM PC à des prix jamais vus. C'est la première fois qu'un haut responsable d'IBM prend la parole pour commenter cette guerre de prix. Cet entretien tombe à quelques dizaines de jours des nouvelles annonces d'IBM France qui présentera son modèle portable, le célèbre Convertible et le PCXT aux performances d'ATL. *Le Quotidien* est en mesure de préciser même ces dates : les forums IBM PC de Lyon et de Paris.

LE QUOTIDIEN — Comment interprétez-vous les annonces d'Amstrad ?

René Le Goff — En tant que responsable de la micro-informatique, les annonces ne sont pas passées inaperçues. J'estime que ces annonces posent deux problèmes majeurs : le premier concerne le produit, le second concerne la distribution. Lorsqu'on voit le patron d'Amstrad déclarer à qui veut l'entendre, qu'il n'est pas un fabricant d'informatique mais d'électroménager, moi, je veux bien. Toujours est-il que les distributeurs ont peur de cette destabilisation du marché.

Q. — Peut-être, mais toujours est-il que les prix Amstrad sont largement inférieurs aux vôtres. Quelle est votre réponse à cette destabilisation ? Allez-vous procéder à une baisse de vos tarifs ?

R.L.G. — Ecoutez, dans la micro il n'y a pas que les prix. L'acheteur d'un PC est en droit d'obtenir un service après-vente, des conseils, et surtout une maintenance. De plus, pour chaque achat de PC, il faut

compter la valeur ajoutée, l'ensemble des prestations. IBM n'est pas sur le même marché qu'Amstrad, cela me semble évident.

Q. — Oui, mais les prix ? Qu'en faites-vous ?

R.L.G. — Effectivement, ces annonces contribuent à faire accélérer la baisse des prix et à semer la panique dans le réseau de distribution.

Q. — Qu'allez-vous faire ?

R.L.G. — Nous avons déjà eu l'expérience de ce genre de problèmes avec les machines à écrire. Les clients se demandaient ce qu'il fallait faire. Pour contrer la guerre des prix, nous avons renforcé le réseau de distribution. Et cela avait marché. Avec les PC, nous allons convaincre les clients que la valeur ajoutée compte également et que dans ce domaine, ils devraient nous faire confiance. Ce n'est pas la machine qui est le besoin principal, mais bien le logiciel. Or, nous sommes aujourd'hui les seuls à proposer des solutions complètes. D'ailleurs, cela se voit dans notre communication, avec des bouchers, des boulangers, etc. Nous présentons même une configuration pour la gestion des associations, l'ORDASSOCIATION.

Q. — IBM a baissé ses prix en un an de 33,89 %...

R.L.G. — Oui, c'est exact. Disons que la chute du dollar y est pour beaucoup. De plus, chaque année, il y a une amélioration des performances de 20 % avec une baisse des prix équivalente. Je vous donne un exemple, la capacité des disques durs double tous les deux ans, sans augmentation de prix. Donc, il est normal que nos tarifs suivent le même chemin. Et ce n'est pas fini.

Q. — Parlons des logiciels. Vous avez signé un accord de distribution avec la

société de Philippe Kahn, Borland. Amstrad a fait de même. Est-ce que cela veut dire qu'IBM encourage les logiciels bon marché ?

R.L.G. — Vous savez, ce n'est pas nouveau. Nous proposons déjà des logiciels dont les prix tournent autour de 1000 F. Je pense notamment à la série Assistant. Comme il y a une jungle dans les logiciels, le rôle d'IBM est de choisir et de conseiller les meilleurs. C'est ce que nous avons fait avec Borland. Je peux vous dire que nous allons maintenir cette politique de prix sur les logiciels.

Q. — Quand présenterez-vous la troisième génération de PC ?

R.L.G. — Nous avons déjà présenté une machine 32 bits, c'est le PC RT.

Nous la présenterons bientôt, car le marché des applications graphiques n'est absolument pas couvert et nous ne pouvons nous permettre d'être absent de ce créneau. L'absence de machine de ce type, capable de supporter un réseau de communication, nous fait défaut. C'est la raison pour laquelle nous ne serons pas absents de ce marché, mais il faut attendre encore un peu.

Q. — Compaq a déjà présenté son PC troisième génération. Est-ce que le vôtre sera compatible avec celui de Compaq ?

R.L.G. — Nous avons plusieurs machines de prêtés. Vous les verrez bientôt. Comme le note Jean-Louis Gassé dans son livre sur Apple, Compatible vient du latin souffrir avec. Alors...

Q. — Quand lancerez-vous votre portable Convertible ?

R.L.G. — C'est imminent. Le XT 286 suivra également. IBM ne peut être absent de ce marché en France, et cela d'autant plus que les portatifs démarrent très fort en ce moment. Je tiens à préciser qu'IBM n'abandonnera pas l'AT. L'XT et l'AT ont encore de beaux jours devant eux.

Q. — Quels sont vos projets ?

R.L.G. — Renforcer notre réseau de distribution et offrir une gamme « vraiment » complète à nos clients.

Propos recueillis par Pierre JOVANOVIC

L'Apple II nouveau est arrivé

Témoignage de l'importance du marché français pour Apple, c'est au moment où SICOB que le constructeur californien vient de présenter aux Etats-Unis et à Paris la nouvelle version de son best-seller le célèbre Apple II. L'Apple II «GS» (G pour applications graphiques et S pour son) ainsi qu'il est dénommé est un produit particulièrement important. Car c'est sur lui que la firme de Cupertino compte maintenant pour parachever le redressement amorcé ses derniers mois.

● Par rapport aux anciens Apple II «E» et «C», l'Apple II «GS» innove en n'étant plus un «8 bits» mais un «16» bits comme la plupart de ses concurrents dont les IBM «PC» et compatibles. Bien que le «GS» ne soit pas compatible avec le Mac Intosh, le haut de gamme d'Apple, le nouvel ordinateur fait également un pas dans sa direction en partageant avec lui un certain nombre d'éléments périphériques dont le disque dur et l'imprimante à laser.

«L'Apple II GS utilise 95 % des logiciels développés pour la gamme Apple II, tout en exécutant trois fois plus vite», indiquent les responsables d'Apple-France. Construit avec un nouveau micro-processeur 65C816, il est disponible en version de base avec 256 Ko de mémoire vive, ainsi qu'une mémoire morte de 128 Ko.

L'Apple II GS permet de mémoriser une image et de la retravailler, en la modifiant à l'aide des 4096 nuances disponibles. Dans le domaine sonore, il peut gérer 16 voix différentes.

Pour la première fois, un Apple II est doté en version standard d'une souris, une innovation que le Mac Intosh avait popularisé en 1984. Il est également muni d'un clavier détachable.

Le nouveau micro dispose de 8 connecteurs d'extension. L'un permet



15900 francs H.T. pour le nouvel Apple II «GS» un moniteur couleur, un lecteur de disquettes et deux logiciels.

de porter la mémoire de l'appareil à 1 Mo. Un autre, qui devrait être disponible au printemps, devrait lui permettre de fonctionner sous le système d'exploitation MS/DOS, lui ouvrant ainsi la compatibilité IBM.

L'Apple II E pas condamné

ce nouveau produit, ont précisé les responsables d'Apple-France, ne condamne pas le IIE, «dont les ventes ont baissé sérieusement» au cours des derniers mois, mais dont la fabrication sera poursuivie. Par ajout d'une nouvelle carte, les propriétaires de IIE, — ils sont 210000 en France, selon Apple —, pourront porter leur ancien appareil au niveau des performances du II GS pour 500 dollars. Vendu 15900 F hors taxes (en version 512 Ko, avec moniteur couleur, lecteur de disquettes 800 Ko de 3 pouces et demi, et deux logiciels), l'Apple GS est commercialisé beaucoup plus cher que des

produits aux ambitions similaires, tels que le Commodore Amiga ou la gamme ST d'Atari.

Mais, pour Jean Calmon, directeur de la filiale française, ces produits ne disposent pas des milliers de logiciels qui ont été développés pour l'Apple II. L'objectif de ventes — 30000 exemplaires sur la France en 1987 — devrait donc être atteint, selon lui, «sans aucun problème». Ce nouvel ordinateur vient à point nommé pour accompagner le redressement de la firme de Cupertino, qui avait enregistré en 1985 son premier déficit trimestriel. Sur les neuf mois terminés fin juin, le bénéfice d'Apple devrait progresser de 38 à 120 millions de dollars, en dépit d'une baisse d'environ 7 % du chiffre d'affaires, indique M. Calmon.

En France, le chiffre d'affaires devrait augmenter de 15 % à 650 millions de francs, pendant cette période, expère le patron d'Apple-France.

ANNONCE LEGALE

En application de l'arrêté préfectoral du 20 août 1986, il sera procédé du 15 au 30 septembre 1986 inclus à une enquête publique sur le projet de modification des collectivités territoriales entre les communes de Vanves et d'Issy-les-Moulineaux. Le public pourra prendre connaissance des documents soumis à l'enquête et consigner toute observation éventuelle sur les registres tenus à sa disposition :

— à la mairie de Vanves, chaque jour sauf les samedis, dimanches et jours fériés, du lundi au vendredi de 8 h 30 à 18 h, le vendredi de 8 h 30 à 17 h ;
— à la mairie d'Issy-les-Moulineaux, chaque jour sauf les samedis après-midi, dimanches et jours fériés, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h à 18 h, le samedi matin de 9 h à 12 h.

M. Cuisinier Pierre, 14, rue Mozart, 92700 Colombes, a été désigné comme commissaire-enquêteur. La correspondance pourra lui être transmise à l'adresse ci-dessus ou en mairie.

M. le commissaire-enquêteur recevra en personne les observations du public :
— à la mairie d'Issy-les-Moulineaux, le lundi 29 septembre 1986 de 14 h à 17 h ;
— à la mairie de Vanves, le mardi 30 septembre 1986 de 14 h à 17 h.

Le rapport concernant les conclusions du commissaire-enquêteur sera à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter de la date de clôture de l'enquête, adressé à M. le sous-préfet, commissaire adjoint de la République de l'arrondissement d'Antony et à M. le sous-préfet, commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de Boulogne-Billancourt qui donneront leur propre avis et retransmettront les résultats de l'enquête au préfet, commissaire de la République du département des Hauts-de-Seine.

Une copie des conclusions du commissaire-enquêteur sera déposée aux mairies de Vanves et d'Issy-les-Moulineaux.

Le préfet,
commissaire de la République
Bernard HAGELSTEEN

JOUEZ ET GAGNEZ LE PLUS BEL ORDINATEUR DU MONDE

Pour jouer, rejoignez-nous pendant toute la durée du Salon au 5^e niveau, zone D (5D 5435).



1^{er} prix du Quotidien:

- un portable Sagem MTP 16 avec 640 Ko RAM, écran électroluminescent + MS DOS 2 11
- + Batterie autonome
- + Logiciel intégré Framework II (traitement de texte; tableur; gestion de fichiers)
- + Sac de transport grand luxe Prix: 50 000 F

Le Quotidien vous offre le plus beau micro-ordinateur de l'industrie informatique. Non, ce n'est pas une blague, mais bien la réalité: avec le concours SICOB du Quotidien, vous pouvez gagner le portable Sagem (connu également sous le nom de Grid) que la presse informatique européenne et américaine a présenté à l'unanimité comme la Rolls Royce des micro-ordinateurs, le stylo Mont-Blanc (ou Sheaffer, selon les goûts) de l'écriture informatique, et la montre Rolex de l'ordinateur portatif. Rien de moins.

● Lorsque la Société d'applications générales d'électricité et de mécanique (plus connue sous le sigle de SAGEM) a décidé en 1985 de signer un accord de coopération avec la firme Grid Systems Corp., portant sur les micro-ordinateurs Gridcase compatibles IBM-PC, tout le monde s'était demandé ce que

voulait dire exactement ce contrat de distribution.

L'objet du désir avait effectivement de quoi séduire la SAGEM. La machine se trouve à la CIA, au FBI, à la Maison-Blanche, dans les casernes, sur les champs de bataille et même chez Ronald Reagan, qui ne s'éloigne jamais du sien à plus de cinquante mètres. Il l'a même emporté en Chine! La NASA l'a testé dans sa navette spatiale. Rien que des clients «VIP»: des ministres, en passant par les PDG, les espions, les journalistes et les hommes d'affaires qui passent plus de temps dans les avions que dans leurs bureaux. On dit même qu'Alain Madelin, le ministre de l'Industrie, aurait son petit portable SAGEM avec le logiciel intégré Framework.

Pour eux, le SAGEM/Grid est l'outil de la communication intégrale. Une puissance de calcul exceptionnelle, un modem, un écran petit mais clair, un lecteur de

disquettes 3,5 pouces et une coque en magnésium noir résistant aux chocs, le tout pesant moins de 6 kg dans la main. La batterie incorporée permet de travailler partout (sans être obligé, donc, de chercher la prise de courant la plus proche) et sa taille est presque moins encombrante que celle du plateau repas servi dans les avions. Pour couronner le tout, il faut remarquer l'extraordinaire sobriété de la machine, dont il se dégage une impression de puissance surnaturelle et de beauté sauvage. En clair, c'est un «must».

Premier réflexe à l'énoncé de ces prestigieux utilisateurs: «Le prix doit être conséquent». C'était vrai il y a deux ans, mais ce n'est plus le cas maintenant. En effet, les prix ont été dévisés par trois depuis les lancements, pour arriver aujourd'hui au prix «banal» de 24 200 F HT avec un écran à cristaux liquides et 512 Ko de mémoire vive. Hélas, cette belle machine avait une toute petite limite et un défaut: ses

concepteurs n'avaient pas prévu de disque dur portatif et il fallait se livrer à une véritable gymnastique des doigts pour obtenir les touches de fonction. Cette faille et le défaut ont été réparés par les ingénieurs de la SAGEM, qui présente en avant-première au SICOB, le premier disque dur de 10 mégaoctets adaptable à son portable.

La forme de l'«Evoludisk» épouse parfaitement les lignes du micro-ordinateur et devient ainsi un ensemble monobloc, conservant la portabilité du système. Il peut être installé et retiré à tout moment. La SAGEM a même calculé que les points d'attache supportent jusqu'à mille montages et démontages... Le défaut du clavier a également été corrigé avec le dernier modèle de la SAGEM, le MTP 16-2, qui est doté d'une ligne de touches de fonctions supplémentaires, distinctes du clavier central. Que veulent de plus les «VIP». On se le demande. Dernière innovation de la très

austère (premier constructeur européen de navigation inertielle, de terminaux télex à écran et de terminaux télétex) mais dynamique SAGEM, le modem V 21/V 23, qui donne à son portable une dimension inégalée puisqu'il s'agit du monde télématique/vidéotex. Imaginons un cadre qui a tapé son rapport sur son portable pendant son voyage en avion et le transfère par un simple téléphone de l'aéroport à l'ordinateur de son entreprise, entre deux correspondances. De plus, ce modem permet de dialoguer à partir de n'importe quel lieu, grâce à une simple ligne téléphonique, avec n'importe quel autre ordinateur. S'il n'y avait pas la technologie informatique, cela en serait presque magique.

Pierre JOVANOVIC

Prix MTP 16-2 (clavier enrichi): à partir de 27 200 F
Prix MTP 16: à partir de 24 200 F
Evoludisk 10 mégaoctets: 13 000 F

Compaq tente de prendre IBM de vitesse

La firme texane vient de présenter un ordinateur compatible avec le futur modèle que le géant de l'informatique n'a pas encore dévoilé

Les ordinateurs Compaq ont créé une mini-surprise en présentant, trois jours avant l'ouverture du SICOB, leur PC de la troisième génération (architecture 32 bits). Une annonce qui pose plusieurs problèmes car jusqu'à présent, IBM n'a toujours pas présenté le sien.

● Compaq computers (les ordinateurs qui sentent bon le pétrole texan), a décidé de tirer plus vite que son ombre. Dans la jungle de la micro-informatique de bureau, c'est une qualité qui est loin d'être négligeable: la nouvelle machine a donc été construite autour du microprocesseur «80386» d'Intel. Un peu d'histoire est nécessaire pour bien saisir toute la stratégie qui se trame sous cette annonce pour le moins étonnante. En 1981 les premiers ordinateurs PC d'IBM avaient été conçus autour du microprocesseur «8088» (un faux 16 bits) d'Intel Corporation et sa vitesse de travail plafonnait à 4,77 mégahertz. Quelques mois plus tard, Intel Corp. mettait au point un nouveau microprocesseur révolutionnaire appelé le «80286» (un vrai 16 bits) qu'IBM s'était empressé de retenir comme standard de sa seconde génération d'ordinateurs personnels.

On attend la troisième génération d'IBM

C'est de là que naquit l'IBM AT dont la vitesse est presque trois fois supérieure à celle d'un PC «normal». Comme la technologie évolue très vite, Intel n'a pas attendu longtemps pour présenter au mois de janvier 1986 son nouveau microprocesseur (vraiment nouveau) baptisé «80386» (un 32 bits) tournant à la vitesse envrante de



Le nouveau Compaq est arrivé, mais IBM ne l'a pas encore dégusté

16 mégahertz et dont la mise au point a nécessité un investissement de 100 millions de dollars (on notera au passage le sens poétique de toutes les appellations). Les développements de logiciels allaient en avoir pour leurs neurones.

Mais la question que se posent les milieux informatiques est la suivante: «Quand IBM présentera-t-il sa troisième génération?» La question demeure toujours sans réponse. La nouveauté est que, cette fois-ci, les concurrents n'ont pas attendu IBM pour sortir leur compatible «XX» (comme IBM n'a pas donné de nom à son arlésienne, il est difficile de l'appeler autrement). C'est un peu comme si les bijoutiers présentaient des copies de la collection Cartier, sans même que cette dernière eut été annoncée, ou vue par son espion industriel. Devant cette situation unique dans les annales de l'industrie informatique, il ne manquerait plus à ces braves gens

qu'IBM présente en effet sa troisième génération basée sur le «80386» et que ses caractéristiques en soient tout à fait différentes. Cela ne manquerait pas de sel et encore moins de bits...

Un risque calculé à 16 MHz

Compaq computers (les ordinateurs qui fleurissent bon les billets verts de 100 dollars) ne manque pas d'aplomb.

Outre le fait que les prix français soient supérieurs de plus de 12 000 F aux prix américains (et on ne compte pas la TVA), Compaq France croit dur comme fer à l'avenir de cette architecture. Pour Bill Gates, le patron de Microsoft: «Le 386 offre autant d'espace mémoire et d'espace adresses que certains gros systèmes informatiques pour faire croire les applications, à tel point qu'on peut le comparer à un mini-ordinateur.» Bernard Maniglier, le PDG de la filiale française, estime pour sa part que cette machine sera le standard des prochaines années: «L'accueil réservé à la machine par la presse me rappelle une situation identique à celle de 1981 lors de la présentation du premier PC d'IBM», souligne-t-il. «Les logiciels spécifiques au 80386 arriveront comme une vague. C'est ce qui s'était produit avec le premier PC.» Espérons le.

Et l'ordinateur, L'esthétique du Compaq 40 fait étrangement penser aux PC de Texas Instruments (il est vrai que les fondateurs de la firme sont des anciens de Texas). Les caractéristiques de la machine sont les suivantes: un «80386» à 16 MHz (vitesse variable de 4,77 à 16 MHz), un mégaoctet de mémoire vive, un lecteur de disquettes de 1,2 mégaoctet et un disque dur de 40 méga. Prix: 54 750 F hors taxes. (Etats-Unis 43 350 F). Le modèle 130 est

doté des mêmes caractéristiques que le 40, mis à part le disque d'or, dont la capacité passe à 130 mégaoctets. Le prix est de 72 750 F HT (58 960 F prix Etats-Unis), soit une différence de 13 790 F. Les taxes d'importations peuvent-être... Et nous ne comptons pas la TVA, par ailleurs inexistante aux Etats-Unis.

Conclusion, voici une machine merveilleuse, qu'IBM n'a pas encore présentée. Et le fond du problème est là. Est-ce qu'IBM sera assez stupide pour présenter son 80386 avec des caractéristiques comparables à celles des Compaq, autrement dit, est-ce qu'IBM sera compatible avec Compaq? Une réponse négative est plus que logique.

En attendant la machine d'IBM, le Quotidien ne peut que déconseiller

formellement l'acquisition d'un 80386 avant qu'IBM n'ait présenté le sien. Les investissements sont trop importants. Il suffit en effet qu'IBM change un tout petit circuit pour que les clients de Compaq et des autres «précurseurs» se retrouvent «incompatibles» avec le nouvel IBM.

Après, il ne restera que les yeux pour pleurer. Et si jamais tel était le cas, la peau de Compaq ne vaudra plus grand-chose. De plus, un autre problème demeure: on attend toujours le raz-de-marée des logiciels spéciaux «AT». Qu'est-ce qui peut prouver que ces programmes seront développés sur le 80386, alors que les logiciels 80286 sont loin d'avoir fait le plein.

Pierre JOVANOVIC

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

En application d'un arrêté de M. le préfet, commissaire de la République du département des Hauts-de-Seine, en date du 31 juillet 1986 va s'ouvrir à la mairie de Levallois-Perret, du 16 septembre au 16 octobre 1986, une enquête publique portant sur la demande de permis de construire concernant la construction d'un immeuble de bureaux, sis 101 à 109, rue Jean-Jaurès à Levallois-Perret.

Les différents documents composant le dossier seront déposés à la mairie de Levallois-Perret. Le dossier sera mis à la disposition du public qui pourra en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête, du lundi au vendredi de 8 h 30 à 18 h (excepté jours fériés).

Celles-ci pourront également être adressées par écrit à Mme Desmit, secrétaire générale de mairie, 19, place Général-Leclerc, 92150 Suresnes. Le commissaire-enquêteur siègera les 14, 16 octobre 1986 de 14 h à 17 h, le 15 octobre de 9 h à 12 h à la mairie de Levallois-Perret.

Toute personne qui en fera la demande pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur à la mairie de Levallois-Perret ou à la préfecture des Hauts-de-Seine (direction des relations avec les collectivités territoriales, 1^{er} bureau) ou, le cas échéant, en obtenant communication en s'adressant par écrit à la préfecture des Hauts-de-Seine.

Pour le préfet,
commissaire de la République,
D. LARFAOUI
sous-préfet,
chargé de mission

PORTABLES: SI VOUS IL EST ENFIN TEM

Fin l'ère des portables, trop lourds, trop fragiles, pas autonomes, pas évolutifs, et mal adaptés à leur fonction, Sagem est heureux de présenter aujourd'hui le MTP 16.

Le Micro-ordinateur Télématique Portable Sagem est un PC portable qui mérite objectivement son nom. Car faut-il le rappeler, "portable" signifie

"apte à être porté". Avec ses 5 kg, son encombrement réduit et son boîtier en alliage de magnésium, robuste et indéformable, le MTP 16

passé ce premier examen avec la mention

très bien. Allons plus loin. Et en

avion, par exemple: un PC portable qu'on range pendant le

voyage dans la soute à bagages,

franchement c'est frustrant. Et

pas très efficace. Voilà pourquoi

le portable Sagem est autonome: sa

batterie intégrée et interchangeable vous permet

de l'utiliser partout, sans jamais vous soucier du grave

problème de la plus proche prise de courant!

Et le MTP 16 ne s'arrête bien sûr pas en si bon chemin. Comme tous les surdoués,



PORTABLE SAGEM: ENFIN UN PORTAB

EN ÊTES REVENU, PS D'Y REVENIR !



il accumule talents et qualités !

Avec son lecteur de disquettes (3 pouces 1/2), son système d'exploitation standard MS/DOS* qui vous donne accès à une vaste bibliothèque de programmes. le MTP 16 est un vrai compatible.

Avec son microprocesseur 80C86 et sa mémoire allant jusqu'à 640K octets, le MTP 16 est puissant et rapide. Avec son choix d'écrans hautement lisibles (LCD, électroluminescent ou plasma), le portable Sagem dispose du meilleur confort de lecture.

Pour conclure ce palmarès, ajoutons qu'il est évolutif, grâce à une large gamme de périphériques, tels que disques durs, portables ou de bureau, lecteurs de disquettes externes, modem vidéotex intégré (V21/V23).

Voilà comment, en ne copiant pas sur les autres,

on a tout bon ! Pour avoir tout bon, vous aussi, appelez-nous au (1) 42.91.24.00.

* Marque déposée Microsoft.

LE QUI MÉRITE SON NOM.

